

Le sommet de Riga (28-29 novembre 2006) devait consacrer la globalisation de l'OTAN. Les résultats sont en deçà des espérances de la diplomatie américaine. Les Etats signataires de la Charte Adriatique (Croatie, Albanie et Macédoine) n'ont pas été d'emblée invités à rejoindre l'Organisation atlantique, les candidatures de la Géorgie et plus encore de l'Ukraine sont reportées à des jours meilleurs, le projet de lancement de « partenariats globaux » n'a pas fait l'unanimité. L'OTAN est traversée de multiples débats. Nul ne se hasarderait pourtant à recommander sa mise en sommeil. Les menaces asymétriques, l'effervescence du monde musulman, la montée en puissance de la Chine et les remous de l'hinterland euro-asiatique nécessitent de fortes solidarités transatlantiques et occidentales. Pour autant, la fuite en avant et l'approche purement technicienne de la sécurité ne seraient pas des réponses à la hauteur des défis. La renégociation du contrat politique qui lie les Etats membres de l'OTAN les uns aux autres exige un débat stratégique et géopolitique de haut niveau qui fait encore défaut. L'Institut Thomas More, qui œuvre depuis sa fondation au réveil européen, apporte une nouvelle fois sa contribution libre et originale.

## Transformation et globalisation de l'OTAN

### Débats stratégiques et enjeux géopolitiques après le sommet de Riga

**Jean-Sylvestre MONGRENIER**

Chercheur associé à l'Institut Thomas More  
Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique  
(Université Paris VIII)

Une co-publication Institut Thomas More – Institut de Prospective et de Sécurité en Europe (Cahier N°88, janv-mars 2007)

**Jean-Sylvestre MONGRENIER, 43 ans, docteur en géopolitique et professeur agrégé d'Histoire et de Géographie, est chercheur associé à l'Institut Thomas More et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis), fondé par Yves LACOSTE. Auteur du *Dictionnaire géopolitique de la défense européenne* (ed. UNICOMM, 2005) et de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicomm, 2006), il est ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationales, Paris), où il a reçu le Prix scientifique de l'IHEDN en 2003 pour un mémoire de recherche sur *Les fondements géopolitiques de la défense européenne*. Il est également collaborateur régulier de la revue *Hérodote*.**



“Oh, East is East, and West is West, and never the twain shall meet,  
Till Earth and Sky stand presently at God’s great Judgment Seat;  
But there is neither East nor West, Border, nor Breed, nor Birth,  
When two strong men stand face to face, tho’ they come from the ends of the earth!”

Rudyard Kipling

**S**elon les théoriciens « réalistes » des relations internationales, les alliances reflètent la distribution momentanée des moyens de puissance au sein du système des Etats. Une alliance victorieuse n’est donc pas censée survivre aux conditions qui l’ont fait naître. Pourtant et dès la fin de la Guerre froide, les Etats signataires du Traité de Washington se sont engagés dans une profonde réforme de leur outil militaire commun. Vaille que vaille, l’OTAN serait en passe de se muer en une alliance globale anti-chaos.

Le sommet de Riga des 28 et 29 novembre 2006 devait parachever cette « transformation ». L’absence de consensus entre Alliés et les urgences du théâtre d’opérations afghan, banc d’essai de la globalisation de l’OTAN, ont conduit les chefs d’Etat et de gouvernement à reporter les décisions essentielles. De ce sommet, on retiendra essentiellement la déclaration de pleine opérationnalité de la *Nato Response Force* et la main tendue à la Serbie, à la Bosnie-Herzégovine et au Monténégro, invités à adhérer au « Partenariat pour la Paix ». Riga marque donc une courte pause dans ce processus permanent qu’est l’*aggiornamento* de l’OTAN. Les désaccords entre les pays membres nous invitent à faire le point sur les débats politiques et stratégiques internes à la « Communauté atlantique ».

## L’OTAN : simple outil ou communauté de civilisation ?

**D**ans le discours d’une partie des dirigeants politiques et militaires français, il est de rigueur de ne voir en l’OTAN qu’un outil stratégique voué à jouer un rôle résiduel, l’Union européenne étant appelée à se transformer en un nouvel acteur global des relations internationales, doté de capacités diplomatiques et militaires. Pourtant, toute alliance est *ipso facto* une réalité politique, au sens fort du terme. Portée sur les fonts baptismaux en 1949, l’Alliance atlantique va même au-delà de ce qu’est une simple alliance. Historiquement, le Congrès et le Département d’Etat hésitant à engager les Etats-Unis dans une « alliance empêtrante »<sup>1</sup>, l’article 5 du Traité de Washington limite bien l’obligation de « prêter assistance » à ce que chacun estimera nécessaire. Aucune partie ne s’engage à déclarer automatiquement la guerre en cas d’agression contre l’un des signataires. Pour rallier les sénateurs récalcitrants, le département d’Etat a alors présenté ce texte comme une application des principes de la sécurité collective. Le Traité de Washington n’est pas dirigé contre un ennemi désigné et il préconise la résolution pacifique des différends entre ses signataires (articles 1 et 2). Enfin, le préambule du traité constitue une véritable « profession de foi politique et civilisationnelle »<sup>2</sup>. Communauté de sécurité et communauté de civilisation se renforcent réciproquement.

Avec la guerre de Corée et à la demande pressante des alliés européens, l’Alliance atlantique déploie un dispositif militaire intégré. La mise sur pied de l’OTAN compense les ambiguïtés de l’article 5 et

<sup>1</sup> On se souvient de l’hostilité de George Washington à l’encontre d’une alliance avec l’une ou l’autre des puissances européennes (*Adresse d’Adieu*, 17 septembre 1796). Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, de telles alliances auraient fait des jeunes Etats-Unis le jouet des politiques de puissance des monarchies de l’Ancien Monde. La doctrine de George Washington n’était pas un système abstrait voué à l’éternité.

<sup>2</sup> Pierre Beylau, *Les origines de l’Alliance*, communication orale au colloque sur « L’OTAN, enjeux et avenir », Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, Université de Lille II, 28-29 mars 2001.



matérialise l'engagement américain en Europe. Entre les Etats-Unis et leurs alliés, la dissymétrie des responsabilités et des ressources est telle que la fondation de l'OTAN marque surtout le consentement du puissant à défendre les faibles. La force du *leadership* américain garantit dans la durée la pérennité et la cohésion de l'Alliance atlantique. Confrontés à la menace massive et immédiate du Pacte de Varsovie, les Alliés décident de renforcer les liens qui les unissent. Adopté en 1956, le « Rapport des Trois Sages » préconise le développement de la coopération au-delà du domaine militaire, sur les plans politique, économique, culturel et informatif<sup>3</sup>. Parfois considéré comme une refonte du Traité de Washington, ce rapport jette les fondements d'une « communauté atlantique » aux compétences étendues.

Dans l'après-Guerre froide, le nouvel atlantisme englobe dans sa sphère d'action les « zones à prendre » que constituent l'*hinterland* européen et les approches méditerranéennes de l'Ancien Monde. L'OTAN entame alors un triple élargissement : élargissement fonctionnel avec l'adjonction de nouvelles missions (maintien et imposition de la paix, projection de stabilité et de sécurité) ; élargissement de la zone d'influence euro-atlantique (lancement du Partenariat pour la Paix à l'Est et du Dialogue méditerranéen au Sud) ; élargissement géographique avec l'admission de nouveaux Etats membres (les Etats autrefois satellisés par l'URSS ainsi que les Pays baltes). Cette « prise de bénéfices » matérialise dans l'espace européen la victoire de l'Ouest sur l'Est. Le Sommet de Prague des 21 et 22 novembre 2002 lance la « Transformation » de l'OTAN en une alliance globale et expéditionnaire, engagée dans la lutte contre l'islamisme, le terrorisme et la prolifération. Les Alliés passent alors d'une perception géographique à une perception fonctionnelle et « hors zone » des enjeux de sécurité. L'engagement des pays membres de l'OTAN et de leurs partenaires en Afghanistan traduit sur le terrain le choix du « grand large ». A bien des égards, le débat théorique sur la globalisation de l'OTAN est en retard sur la pratique.

## L'OTAN au miroir d'une Europe sans substance

L'OTAN est constituée d'Etats souverains qui se réunissent au sein du Conseil de l'Atlantique Nord pour prendre à l'unanimité les décisions politiques et militaires qui engagent l'Alliance. A juste titre, la diplomatie française est prompte à rappeler le primat des nations sur l'imposante technostructure de l'OTAN (structure militaire intégrée et structure civile). Il faut donc s'interroger sur l'insistance mise par ailleurs à nier la réalité politique de l'OTAN. La manœuvre consiste à distinguer l'Alliance atlantique de l'OTAN, distinguo hérité du gaullisme dont la subtilité échappe quelque peu aux alliés de la France. Il est vrai que le fort réinvestissement français dans les structures militaires intégrées de l'OTAN rend largement caduque cette approche<sup>4</sup>. Les dirigeants français semblent voir l'avenir de l'OTAN se limiter à celui d'une « société de services », productrice de normes, de standards et d'interopérabilité entre les forces armées alliées. Le développement parallèle de l'« Europe de la défense » déboucherait sur la constitution d'une instance de concertation Union européenne/Etats-Unis, ce nouveau forum vidant de substance les actuelles structures politiques de l'OTAN<sup>5</sup>. Esquissée en creux, cette vision nous renvoie aux origines mêmes de l'atlantisme. Théoricien du *containment*,

<sup>3</sup> Le Comité des Trois se composait de l'Italien Gaetano Martino, du Norvégien Halvard Lange et du Canadien Lester Pearson, ministres des Affaires étrangères de leurs pays respectifs. Leur rapport est agréé par le Conseil de l'Atlantique Nord le 13 décembre 1956. Cf. Laurence S. Kaplan, « Rapport des Trois Sages : cinquante ans déjà », *Revue de l'OTAN*, printemps 2006. Ce projet de « Communauté atlantique » peut être potentiellement considéré comme le rival de celui de « Communauté européenne ».

<sup>4</sup> Pour une mise en perspective historique et un bilan actualisé de l'engagement français dans l'OTAN, voir Jean-Sylvestre Mongrenier, *La France, l'Europe, l'OTAN. Une approche géopolitique de l'atlantisme français*, Editions Unicomm, 2006. Sur l'*aggiornamento* de la politique française de défense dans sa relation à l'OTAN, voir André Dumoulin (Dir.), *France-OTAN : vers un rapprochement doctrinal ?*, Bruylant, 2006.

<sup>5</sup> A la conférence sur la sécurité de Munich (la Wehrkunde), début février 2005, le ministre de la Défense de Gerhard Schröder avait émis la possibilité de fonder une instance UE-Etats-Unis vouée au dialogue politique et stratégique.



George Kennan avait alors proposé de combiner une entité européenne et une entité nord-américaine aux fins de contrebalancer et d'endiguer la menace soviétique. Ce « concept de l'haltère » consistait à restaurer un centre de puissance européen économiquement intégré, politiquement uni et militairement consistant<sup>6</sup>.

Outre-Atlantique, des personnalités aussi éminentes qu'Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski ont pour leur part souligné l'urgence d'un rééquilibrage entre Européens et Américains, seul à même de garantir la pérennité de l'atlantisme. Le 22 février 2005, la visite de George W. Bush auprès des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, réunis en sommet, a été perçue comme un premier pas vers un partenariat politique et stratégique entre Washington et Bruxelles. Depuis les rejets français et néerlandais du projet de Constitution européenne, cet horizon se dérobe. De surcroît, les effets de l'élargissement de 2004 sur le fonctionnement de l'Union européenne ne peuvent être ignorés.

Lors de la traditionnelle Conférence des ambassadeurs des 28-29 août 2006, Catherine Colonna, ministre des Affaires européennes française, s'en est inquiétée : « Le fonctionnement de l'Union me semble préoccupant, non pas qu'il y ait crise ; l'Union est plutôt atteinte d'une maladie de langueur, de fatigue généralisée, qui n'augure rien de bon de sa capacité à répondre aux attentes des peuples (...). Le mode de fonctionnement de l'Union européenne devient de plus en plus intergouvernemental. Il y a une méfiance quasi générale vis à vis de l'intégration (...). Nous sommes le plus souvent 25 Etats membres côte à côte, juxtaposant leurs positions et parvenant à un difficile compromis, plus que nous ne sommes dans la recherche d'un intérêt collectif »<sup>7</sup>. L'interprétation la plus rassurante consiste à en appeler aux mânes de Jean Monnet : « L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises »<sup>8</sup>. Il faudrait donc faire preuve de volontarisme et maintenir le cap : « Les peuples, pronostique Jacques Chirac, renoueront avec l'Europe, psychologiquement et affectivement, si elle s'affirme comme une force de proposition et d'action, face aux désordres du monde, comme une réponse à la mondialisation »<sup>9</sup>.

Dans son analyse de la « distanciation à l'égard du projet européen », Catherine Colonna envisage pourtant le fait que l'élargissement « modifie en profondeur la nature même du projet européen alors que l'on affecte de croire que l'on poursuit la même construction européenne »<sup>10</sup>. Une fois confirmée l'ouverture des négociations d'adhésion entre l'Union européenne et la Turquie, le 3 octobre 2005, le britannique Timothy Garton Ash, chercheur au Centre d'études européennes du St Antony's College (Oxford), en a tiré les conséquences politiques, institutionnelles et géopolitiques : « L'Union européenne a accompli une chose remarquable : elle a choisi de devenir une union d'Etats paneuropéenne, plutôt qu'une organisation supranationale partiellement européenne »<sup>11</sup>. Fixer la ligne de front de l'élargissement très loin vers le sud-est garantirait à tout le moins l'adhésion des pays en-deçà de la Turquie. Etendue d'ici 2015 à l'ensemble des territoires historiquement considérés comme européens, l'Union comprendrait alors une trentaine d'Etats membres.

Une Europe-puissance ne pourrait émerger, par auto-organisation, d'un ensemble aussi vaste et hétérogène. Timothy Garton Ash envisage un *Commonwealth* paneuropéen, soit bien plus qu'une simple zone de libre-échange mais bien moins que la « fédération d'Etats nations » anticipée par Jacques Delors. En cas d'élargissement à la Turquie, on imagine plus difficilement encore un tel ensemble générer un sentiment d'appartenance à une unité de sens de puissance, sentiment pourtant

<sup>6</sup> Voir Jean-Sylvestre Mongrenier, *L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ? Puissance et destin*, Tribune de l'Institut Thomas More, N° 9, 15 mars 2006, disponible en Français et en Anglais sur <http://www.institut-thomas-more.org/showNews/83>.

<sup>7</sup> Discours du 29 août 2006, disponible sur le site du Ministère des Affaires étrangères ([www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)).

<sup>8</sup> Jean Monnet, *Mémoires*, Fayard, 1976.

<sup>9</sup> Discours du 28 août 2006, disponible sur le site du ministère des Affaires étrangères ([www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)).

<sup>10</sup> Discours du 29 août 2006, disponible sur le site du Ministère des Affaires étrangères ([www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)).

<sup>11</sup> Timothy Garton Ash, « Un grand merci à la Turquie », *Le Monde*, 9-10 octobre 2005.



essentiel à la formation d'une *universitas*, c'est-à-dire d'une véritable communauté politique<sup>12</sup>. Or, rien de grand ne se fait sans grandeurs morales. Quid de l'« Europe de la défense » dans une telle perspective ? Zbigniew Brzezinski formule le scénario le plus probable : « Les conglomerats ne promeuvent pas une vision historique, ils défendent des intérêts tangibles. Les structures administratives impersonnelles de l'Union européenne sont peu propices à nourrir les sentiments populaires indispensables à tout projet politique (...). Elle [l'UE] finira bien par se doter des attributs de la puissance politico-militaires, mais sur le modèle de ces entreprises multinationales qui décident de créer un service de sécurité armé pour protéger leurs intérêts vitaux. Même alors, ses capacités militaires pourront compléter la puissance américaine, non la supplanter »<sup>13</sup>.

## L'OTAN, meilleure réponse que l'UE aux enjeux européens ?

**L**a crise persistante de l'Union européenne rend d'autant plus nécessaire l'OTAN comme cadre d'action et de matérialisation des solidarités transatlantiques. Expression de la projection de puissance américaine dans l'Ancien Monde, l'OTAN permet de pallier la faiblesse des budgets militaires européens et plus encore de régler la question du pouvoir, chaque Etat européen préférant encore la lointaine hégémonie de Washington à celle de l'un de ses voisins et anciens rivaux. Face à l'« embarras géopolitique » que constitue la Russie, les Etats-Unis assument toujours le rôle de balancier au large. Les « guerres » du gaz et du pétrole et les ratés du partenariat Bruxelles-Moscou<sup>14</sup> se conjuguent aux références appuyées à l'eurasisme, aux jeux de puissance de Moscou au sein de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) et à la volonté de donner plus de substance militaire à l'OTSC (Organisation du Traité de sécurité collective de la CEI) pour faire surgir le spectre d'une Russie prenant la tête du monde altaïque, l'Europe se réduisant à un simple appendice occidental de la masse terrestre asiatique. A terme, les turbulences de l'aire arabo-musulmane et la montée en puissance de la Chine ouvriront peut-être la perspective d'une « Très grande Europe », de Dublin à Vladivostok, mais en l'état actuel du rapport des forces, l'océan Atlantique demeure l'espace des réassurances<sup>15</sup>.

Incapable d'assurer par elle-même la défense collective de ses pays membres, l'UE dépend aussi du pilier américain pour projeter sécurité et stabilité dans les « Balkans occidentaux », en Moldavie, en Ukraine et dans le Caucase-Sud comme dans l'ensemble du bassin méditerranéen. Dans ces zones de pertinence, identifiées comme telles par la « stratégie européenne de sécurité » et la « politique européenne de voisinage », les Etats membres de l'UE peinent à développer une commune analyse des situations et à s'accorder sur les objectifs politiques à promouvoir. La conception et la mise en œuvre d'une politique étrangère européenne, en quête de « partenariats privilégiés » sur les marches et confins, en sont affectées. Les enjeux y sont pourtant vitaux.

Au sud de la Méditerranée et au Moyen-Orient se développent des mouvements révolutionnaires islamistes qui ne s'embarrassent pas des distances que l'on aime à souligner entre les sociétés européennes et nord-américaines. D'une rive à l'autre de l'océan Atlantique, les Occidentaux sont perçus comme des « infidèles ». La sécurité de la mer Noire et du Caucase-Sud, couloir d'accès aux ressources de la Caspienne et voie de transit vers l'Afghanistan, ne peut non plus être ignorée.

<sup>12</sup> Emprunté au vocabulaire politique médiéval, *universitas* ne désigne pas un rassemblement humain quelconque, mais une communauté d'hommes conscients de former ensemble une unité législative, juridique et politique. Communauté de destin rassemblée par le principe de communion, une *universitas* est aussi une *affectio societatis*.

<sup>13</sup> Brzezinski Zbigniew, *Le Vrai Choix. L'Amérique et le reste du monde*, Odile Jacob, 2004, pp. 130-131.

<sup>14</sup> Voir Jean-Sylvestre Mongrenier, *Les enjeux du sommet UE/Russie d'Helsinki : Bruxelles et Moscou entre partenariat énergétique et « geoeconomic struggle »*, Working Paper de l'Institut Thomas More, N° 5, novembre 2006, disponible en Français et en Anglais sur <http://www.institut-thomas-more.org/showNews/117>.

<sup>15</sup> Sur la « Très Grande Europe », cf. Yves Lacoste, « Dans l'avenir, une très grande Europe de l'Atlantique au Pacifique ? », *Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique*, n° 118, 3<sup>e</sup> trimestre 2005.



L'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'UE, l'épineux dossier turc et les risques liés aux conflits gelés de Transnistrie et du Caucase-Sud font de la mer Noire une nouvelle frontière européenne.

Au Sud et à l'Est de la Méditerranée, au Moyen-Orient et dans l'*hinterland* continental de l'Europe, c'est à la remorque des Etats-Unis, à travers l'OTAN et ses différentes émanations (Partenariat pour la Paix, Dialogue méditerranéen et Initiative de coopération d'Istanbul), que les Etats européens pensent et organisent leur sécurité. Voir en l'OTAN une simple instance de défense collective appelée à jouer un rôle résiduel ne correspond décidément pas aux réalités. Prétendre en faire un vague club euro-atlantique où s'élaboreraient les règles de juste conduite, pour encadrer les rivalités entre un pôle de puissance américain déclinant et un pôle de puissance européen émergent, relève du simple « constructivisme »<sup>16</sup>. La très grande majorité des pays membres de l'OTAN n'entend pas lâcher la proie pour l'ombre. Au regard des aléas de la politogenèse européenne, il serait effectivement hasardeux de s'installer dans le temps futur de la finalité accomplie.

### Limites d'une « OTAN globale »

**A**u vrai, le cœur du débat entre alliés sur la globalisation porte sur l'intervention de l'OTAN dans des zones éloignées de l'ensemble euro-atlantique ; l'extension de ses missions (prise en charge de la dimension civilo-humanitaire des crises) ; l'association de « partenaires globaux » (outre la Finlande et la Suède, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée du Sud sont pressentis).

Rappelons que le principe d'un élargissement des zones d'intervention a précédemment été décidé lors du sommet atlantique d'Istanbul, le 28 juin 2004. L'OTAN est aujourd'hui présente en Irak (soutien et coordination des forces alliés, formation des officiers) et en Afghanistan (Force internationale d'Assistance et de Sécurité). L'enjeu porte sur la capacité de l'Organisation atlantique à se muer en un opérateur stratégique global, plate-forme de coalitions *ad hoc* pour projeter forces, puissance et sécurité tous azimuts. L'ouverture de cette architecture évolutive à de nouveaux partenaires permettrait tout à la fois de pallier les insuffisances du vivier des forces armées européennes et de disposer de facilités d'intervention à proximité des zones d'anomie. Ainsi, les « partenaires globaux » sont-ils déjà partie prenante des opérations en Afghanistan voire en Irak. La nécessité affirmée par certains pays membres de l'OTAN de contrer les risques et menaces partout dans le monde rejoint les analyses développées dans la « stratégie européenne de sécurité ». L'UE ne disposant pas des ressources suffisantes pour assumer par elle-même la défense de l'Europe, le cadre d'action de l'OTAN semble s'imposer de lui-même.

Pourtant, la globalisation de l'OTAN ne va pas sans susciter de solides objections. Appréhendée dans la durée, une communauté de défense et de sécurité repose sur une communauté de civilisation. La perspective d'une coalition planétaire des « sociétés ouvertes » et des « démocraties de marché » s'inscrit plutôt dans une vue-du-monde technicienne et fonctionnelle. Alvin Toffler *versus* Samuel P. Huntington ! Une « OTAN globale » dépourvue de référents géographiques, historiques et culturels ne semble donc pas en adéquation avec ce qui fait la force des alliances militaires et la cohésion des ensembles géopolitiques<sup>17</sup>. Un élargissement excessif de l'OTAN, la perte du sens des finalités et sa transformation *de facto* en une simple « boîte à outils » pourrait diluer les solidarités transatlantiques, favorisant en retour des organisations politiques et militaires plus étroites.

<sup>16</sup> Au sens que Karl Popper et Friedrich A. von Hayek donnent à ce terme. Le rationalisme constructiviste se donne comme illusoire objectif de transformer l'Homme, la Société et Monde sur la base d'abstractions théoriques. Cette disposition d'esprit constitue l'infrastructure des grands schémas planistes et des eschatologies sécularisées.

<sup>17</sup> Corrélativement, il faudrait se garder de réduire la nation à un simple « contrat social », l'Europe à un « projet » délesté de tout héritage et l'Occident à une communauté d'exécution vouée au narcissisme pénitentiel...



Paradoxalement, ce serait là une situation peut-être propice à une future défense européenne, pour autant que l'UE ne se soit pas elle-même dissoute dans une auto-expansion déraisonnable<sup>18</sup>. On comprend par ailleurs la crainte des Etats européens de voir se retreindre leur poids et leur influence dans une OTAN globalisée. Cependant, la chose dépend moins d'un illusoire *statu quo* politico-stratégique que de leur capacité à se doter des outils militaires et institutionnels de la décision, à mettre en *pool* leurs ressources et à parler d'une seule voix. Un peu d'OTAN nous éloigne de l'« Europe de la défense », mais beaucoup nous y ramène<sup>19</sup>.

Les opposants à la globalisation de l'OTAN, au premier rang desquels les Français, et au grignotage du terrain civilo-humanitaire rappellent aussi la primauté de l'ONU en tant qu'instance de sécurité collective et productrice de normes internationales. De la part des héritiers proclamés du gaullisme, la chose surprend. Le général De Gaulle résumait en ces termes sa position à l'endroit des Nations unies : « Nous ne lui reconnaissons aucun droit d'arbitrage ni de juridiction (...), aucune qualité pour dire le droit et faire la loi ». Dans le contexte actuel, l'invocation d'un « *brave new world* » multipolaire et onusien ne semble pas à la mesure des défis. Les nouvelles puissances de rang mondial (la Chine et l'Inde) ou régional (l'Iran et son projet de sanctuarisation agressive) ne se satisferont pas d'un simple aménagement du *statu quo* international et d'une réforme du Conseil de sécurité des Nations unies. L'affaire du nucléaire iranien et la possible prolifération en chaîne, la poussée démographique, religieuse et polémogène de l'islamisme et la montée des périls en Asie donnent quelque idée des risques systémiques liés à la « grande transformation » en cours. Historiquement, la circulation des cartes de la puissance et le basculement des hégémonies se sont traduits par des « guerres de trente ans »<sup>20</sup>. Si le système onusien assure bien des commodités, l'art de la prudence (au sens de prévoyance avisée) exige que l'on prenne des mesures conservatoires. La réaffirmation des solidarités occidentales et le resserrement des liens entre les régimes constitutionnels-pluralistes en participent. Hiérarchiser ses dilections et développer des relations préférentielles entre pays partageant les mêmes perceptions ne sont en rien scandaleux. Héritée de la Guerre froide, l'expression de « monde libre » n'est pas frappée de vacuité.

## L'avenir de l'OTAN se joue en Asie

**F**aut-il à ces fins jeter l'ancre en Asie-Pacifique ? Pour ne pas négliger sa finalité première, la défense collective de ses membres, et pour conserver la maîtrise des « coalitions de bonnes volontés », l'OTAN doit s'articuler sur la Communauté atlantique et ne pas s'élargir au-delà d'une certaine limite. Les pays d'Europe du Sud-Est et certains riverains de la mer Noire pourraient rejoindre les Alliés à courte et moyenne échéance. Au-delà de cette limite, l'OTAN pourrait y perdre en cohérence. L'hypothétique statut de « partenaires globaux » exigerait donc une claire définition excluant de futures adhésions. L'objectif est de rationaliser les outils existants, de conjuguer et d'articuler les forces, de définir une commune représentation du préférable et du détestable en matière d'ordre international<sup>21</sup>, non point de s'engager dans une course à la mondialisation. En

<sup>18</sup> Autre variable, l'accroissement des dépenses militaires conditionne l'avenir de la défense européenne. C'est à l'aune des budgets et des capacités que l'on juge les intentions.

<sup>19</sup> Souvent invoqué, le « caucus » européen existe potentiellement au niveau du système politique et militaire transatlantique. Ce sont les institutions politico-militaires de l'UE (COPS, Comité militaire et Etat-major de l'UE, Agence européenne de défense) qui pourraient assumer ce rôle. Si les analyses stratégiques convergent, les budgets de défense suivent et les solidarités entre Européens s'affirment, ces acquis se prolongeront au sein de l'OTAN.

<sup>20</sup> Cf. Bernard Wicht, *Guerre et hégémonie. L'éclairage de la longue durée*, Georg Editeur, 2002.

<sup>21</sup> Ce qui présuppose la capacité à distinguer le bien du mal. La distinction est essentielle. Friedrich Nietzsche lui-même ne distingue-t-il pas le « bon nihilisme » du « mauvais nihilisme » ?



contrepartie, il semblerait souhaitable d'encourager une réactivation de l'ANZUS<sup>22</sup>, élargie au Japon et à la Corée du Sud<sup>23</sup>.

En Asie-Pacifique, le fait essentiel à incorporer dans les cartes mentales des décideurs occidentaux est l'affirmation politique, économique et militaire de la Chine de Pékin<sup>24</sup>. Nonobstant les slogans rassurants sur le thème de la « montée en puissance pacifique et harmonieuse », les effets de ce phénomène géopolitique de grande ampleur dépasseront les étroites computations politico-stratégiques des uns et des autres. Le jeu ambigu de Pékin vis-à-vis de la Corée du Nord et de l'Iran en matière de lutte contre la prolifération nucléaire, les complaisances vis-à-vis du régime soudanais ou d'autres despotismes nous en donnent une première idée. De même, les menaces proférées à l'encontre de Taïwan, sans oublier le triste sort du Tibet.

D'aucuns évoquent l'asymétrie des risques et des enjeux entre Européens et Américains pour écarter cette question des enceintes transatlantiques. C'est jeter un voile pudique sur les multiples interconnexions entre l'Europe et l'Extrême-Orient. Une guerre en Asie entraînerait des bouleversements d'ensemble ne serait-ce que par ses conséquences sur les approvisionnements énergétiques. Les rhétoriques et les représentations relatives au « siècle du Pacifique » ne sauraient par ailleurs occulter la continuité territoriale entre l'Europe et l'Asie ainsi que la poussée de la Chine dans l'aire altaïque. Le « *geo-economic struggle* » mettra bientôt aux prises Européens et plus largement Occidentaux d'une part, Chinois de l'autre et ce jusque dans le bassin de la Caspienne.

Le théâtre d'opérations afghan est, on l'a dit, le banc d'essai de la transformation de l'OTAN en un outil de sécurité tous azimuts. A l'Est et au Sud de l'Afghanistan, la mission de la FIAS a progressivement évolué de la pacification au contre-terrorisme, l'OTAN y prenant le relais de la coalition de volontaires engagés dans l'opération « Liberté immuable ». Les Alliés y affrontent Talibans et djihadistes venus de divers horizons, combattants aguerris et rompus aux méthodes terroristes. L'existence d'un mandat des Nations unies et le respect des règles du multilatéralisme sont bien évidemment sans effet sur la psychologie des islamistes. Le retour d'expérience de cette guerre asymétrique montre la nécessité d'une approche civilo-militaire intégrée, de manière à contrôler dans la durée le terrain conquis par les armes. Sauf à penser que des Casques bleus pourraient faire mieux que les troupes déployées sous les couleurs de l'OTAN ou à envisager une très improbable opération de l'UE en Afghanistan, il serait donc contradictoire de vanter à longueur de temps les mérites du « *nation-building* » et de refuser à l'OTAN les moyens de mener à bien sa mission. Un éventuel échec serait celui des pays alliés, incapables de mobiliser et de mettre en œuvre les ressources adéquates. La suprématie militaire des Occidentaux et leur capacité à modeler le paysage géopolitique, dans des zones dont les évolutions conditionnent leur sécurité, sont en jeu.

## Notre avenir se joue aussi dans l'OTAN

**L'**Histoire est tragique et la géopolitique est dramatique. Nos aimables débats sur les vertus comparées du « *soft power* » et du « *hard power* », sur le « dialogue des civilisations » et la « multipolarité » ne doivent pas occulter ces vérités premières. De même, le jargon du langage et le « patriotisme des appareils » peuvent faire obstacle à la claire perception des choses.

<sup>22</sup> Ce traité d'assistance mutuelle entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis fut signé à San Francisco le 1<sup>er</sup> septembre 1951. Initialement dirigé contre une possible renaissance du « militarisme » japonais, l'ANZUS a ensuite été l'un des points d'appui de la politique de *containment* en Asie-Pacifique.

<sup>23</sup> On soulignera à ce sujet l'importance de la tournée européenne du premier ministre japonais, Shinzo Abe, et sa visite au siège de l'OTAN (9-13 janvier 2007).

<sup>24</sup> La réalisation par la Chine de premier essai d'une arme anti-satellite, le 11 janvier dernier, vient illustrer cette montée en puissance militaire et la possibilité d'une future guerre asymétrique dans l'espace.



En l'occurrence, il semble utile de rappeler que l'OTAN et l'Union européenne, deux ensembles spatiaux aux larges intersections, ne sont pas des réalités *sui generis*. Ce n'est pas l'avenir de leurs technostructures respectives qui importe mais le destin des peuples et nations d'Europe et d'Occident. L'universalisme occidental est désormais confronté au retour dans l'Histoire du monde colonial et semi-colonial d'antan. Gardons-nous cependant de confondre universalisme et aspiration à l'universel. Les enjeux de la « transformation » de l'OTAN nous invitent à une réflexion d'ordre philosophique et spirituel sur le déclin du monde occidental et les vertus d'un nécessaire patriotisme de civilisation.

Nous ne défendons certes que des demi-vérités, mais face à un mensonge intégral.



**Jean-Sylvestre MONGRENIER**

**La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français (Editions Unicomm, 2006)**

« En France, l'atlantisme est vilipendé. Et pourtant... Afghanistan, lutte contre l'islamo-terrorisme, prolifération des armes de destruction massive, les Français sont aux côtés de leurs alliés. La France aurait-elle réintégré l'OTAN ? Est-elle jamais sortie de l'Organisation atlantique ? Pourquoi ces pudeurs ? »  
(Extrait de la 4<sup>ème</sup> de couverture)

Programme d'étude **L'EUROPE FACE AU MONDE**

Série **RELATIONS INTERNATIONALES, GÉOPOLITIQUE**

Retrouvez toute l'actualité de l'Institut Thomas More sur [www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)

**La France, l'Europe, l'OTAN**

Débat entre Jean-Sylvestre MONGRENIER et Pascal BONIFACE (RFI, émission « Géopolitique, le débat », 2 décembre 2006).

**Les enjeux du sommet UE/Russie d'Helsinki : Bruxelles et Moscou entre partenariat énergétique et « geoeconomic struggle »**

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER (Working Paper 5, novembre 2006, Fr/Eng).

**Rencontre étudiante franco-américaine**

Rencontre, 7 juillet 2006, Paris, avec des étudiants de la Xavier University (Ohio, Etats-Unis).

**OTAN : l'Alliance en quête d'avenir**

Entretien de Jean-Sylvestre MONGRENIER (« Valeurs Actuelles », 26 mai 2006).

**La politique européenne de sécurité et de défense : ses ambitions, ses réalisations, ses limites**

Entretien de Jean-Sylvestre MONGRENIER (Radio France, émission « Enjeux internationaux », 17 mai 2006).

**Les paradoxes de l'atlantisme français**

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER (sur le site Internet de l'ITM, mars 2006, Fr/Eng).

**L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ? Puissance et destin**

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER (Tribune 9, mars 2006, Fr/Eng).

**L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ?**

Rencontre, 14 mars 2006, Paris (Assemblée Nationale), en partenariat avec l'hebdomadaire "Valeurs Actuelles" et EADS. Intervenants : Karl HOFMANN, général Bertrand de LA PRESLE, Jean-Sylvestre MONGRENIER.

**France – Europe – Etats-Unis : Fondements connus et inconnus d'une mésestent cordiale**

Par Béla BORSI-KÁLMÁN (Tribune 4, février 2005, Fr/Eng). Parue dans la « Revue des Deux Mondes » (février 2005).

**Irak/OTAN/ONU : la politique étrangère des Etats-Unis à l'heure des choix**

Rencontre, 12 octobre 2004, Paris (Assemblée Nationale). Intervenants : Nicole BACHARAN et Ken WEINSTEIN.

**Kerry-Bush : le "candidat du 10 septembre" face à "celui du 12 septembre"**

Par Laurent MURAWIEC (Tribune 1, mai 2004, Fr).

**Deux Occidents pour un seul monde ? L'Europe, les Etats-Unis et le monde**

Journée d'études, 14 mai 2004, Paris (Assemblée Nationale). Intervenants : Frédéric ENCEL, Stephen LAUNAY, Roberto de MATTEI, Laurent MURAWIEC, Pierre RIGOULOT, Pedro SCHWARTZ, François THUAL, Ilios YANNAKAKIS.

Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité des auteurs. Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord FORMEL (par mail ou courrier) de l'Institut Thomas More, et faire apparaître LISIBLEMENT sa provenance. Pour toute information, suggestion ou tout envoi de textes, vous pouvez adresser un message à [info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org) ou téléphoner au + 33 (0) 1 49 49 03 30.

Etabli à Bruxelles et Paris, présent à Budapest et Rome, réunissant des personnalités de nombreux pays européens, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant.

Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes.

L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de propositions neuves et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

**Bruxelles**

Avenue Eugène Demolder, 112  
B-1030 Bruxelles  
Tel : +32 (0)2 647 32 34  
Fax : +32 (0)2 646 28 21

**Paris**

9, rue d'Engbien  
F-75010 Paris  
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30  
Fax : +33 (0)1 49 49 03 33

[info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)  
[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)